

Après les attentats du 13 novembre : A Paris, une manifestation pro-migrants se transforme en défilé anti-état d'urgence

lundi 23 novembre 2015, par [BAUMARD Maryline](#) (Date de rédaction antérieure : 20 novembre 2015).

Devant la Bastille, en fin de journée, dimanche 22 novembre, il ne restait que quelques traces de ce qui aurait dû être un rassemblement. Des autocollants aux couleurs du Nouveau Parti anticapitaliste, quelques-uns du syndicat SUD ou de l'association Droit au logement (DAL), jonchaient le sol. La foule de 500 personnes, bravant les interdictions de l'état d'urgence, avait rejoint en cortège la place de la République, en dépit de l'interdiction des forces de l'ordre de quitter la colonne de Juillet.

Cette marche entre Bastille et la place de la République avait été décidée de longue date, comme l'aboutissement de la signature d'une lettre commune intitulée « Migrants bienvenus ». Quarante-six organisations, regroupant des syndicats, des associations et des partis politiques, devaient en être. Mais c'était avant les attentats du 13 novembre, et *a fortiori*, avant la mise en place de l'état d'urgence. Une fois que la préfecture a édicté son interdiction de « manifestations sur la voie publique » jusqu'au lundi 30 novembre à minuit, certaines organisations ont gardé leur signature au bas du texte, mais ont retiré leur appel à défilé ce dimanche. Leur liste exacte reste difficile à établir car de nombreux membres de ces organisations sont venus cet après-midi à titre personnel.

« On manifeste aujourd'hui et on manifestera le 12 décembre »

Dans un premier temps, quelques slogans pro-migrants ont retenti sur le parvis de l'Opéra Bastille. Une longue banderole demandant l'ouverture des frontières a été déployée. Quelques réfugiés, même, et quelques sans-papiers étaient là, heureux que leurs droits soient défendus haut et fort, sous le soleil automnal.

Une trentaine de gendarmes se sont postés, à distance, comme pour intimider les manifestants. Leur positionnement était d'autant plus étrange qu'ils se sont retrouvés non pas devant les manifestants qu'ils voulaient empêcher d'avancer, mais en queue de cortège.

D'emblée les forces de l'ordre ont donc eu un temps de retard sur des marcheurs bien décidés à rallier la place de la République. Elles semblaient pourtant sûres, quelques minutes avant que le cortège ne parte, que les manifestants se rallieraient à l'interdiction de la préfecture de police.

« Ils ont voulu discuter avec nous, essayer de nous convaincre. Franchement, c'est oublier notre détermination », s'amuse une militante Attac, à l'arrivée. « Vous croyez qu'on va se laisser intimider après trente ans de militantisme. On manifeste aujourd'hui et on manifestera le 12 décembre », observait de son côté Irène, membre de Coalition 21 Climat.

« C'est trop important qu'il y ait une mobilisation citoyenne et pas seulement des réunions officielles », ajoute-t-elle, satisfaite d'avoir gagné le premier round. Annie Pourre, militante du DAL, réclame, elle, avant le début de la marche « une manifestation pour le droit à manifester »...

« Etat d'urgence, Etat policier ! »

Si les premiers slogans scandés ont porté sur l'accueil des réfugiés, très vite, la confrontation avec la gendarmerie, et les vapeurs de gaz lacrymogène aidant, les mots d'ordre se sont durcis. La « solidarité avec les réfugiés » s'est métamorphosé en un « état d'urgence, Etat policier ! On ne nous enlèvera pas le droit de manifester ».

Les gendarmes auraient pourtant bien aimé leur ôter ce droit, mais ils n'ont jamais rattrapé leur retard initial face à des militants bien rodés. Les forces de l'ordre ont d'abord tenté en vain de les bloquer sur le parvis du boulevard Richard-Lenoir, mais le groupe leur a échappé. Comme sur une bonne partie du boulevard Beaumarchais.

Arrivés à hauteur du boulevard des Filles-du-Calvaire, les gendarmes ont alors renoncé, montant dans leurs camionnettes pour avoir au moins la consolation d'arriver à République avant le cortège.

Une grande cacophonie a régné sur tout le trajet où la circulation n'a été que tardivement arrêtée, et seulement dans le sens où circulait ce défilé. Une semaine après la mise en place de l'état d'urgence, la première manifestation interdite s'est invitée dans une capitale encore meurtrie par les événements.

Preuve que le sondage IFOP publié ce jour par *Le Journal du Dimanche*, qui montre un accord massif de la société française aux décisions de son gouvernement, ne signifie pas pour autant une totale unanimité. Place de la République, les manifestants étaient heureux d'avoir gagné la partie. Certains ont même suggéré, profitant de leur avantage, qu'ils rejoignent le lycée Jean-Quarré, ex-squat de migrants du 19^e arrondissement évacué en octobre. C'est resté une blague.

Maryline Baumard

Journaliste

P.-S.

* « A Paris, une manifestation pro-migrants se transforme en défilé anti-état d'urgence ». LE MONDE | 22.11.2015 à 19h43 • Mis à jour le 22.11.2015 à 19h53 :

http://www.lemonde.fr/attaques-a-paris/article/2015/11/22/a-paris-une-manifestation-pro-migrants-se-transforme-en-defile-anti-etat-d-urgence_4815195_4809495.html